

sa lutte ressemblait à un duel contre des moulins-à-vent, car le mal résidait dans la détresse et dans l'atmosphère générale créée par l'occupation et par les prélèvements soviétiques sur la production courante. Par contre, le système des « compensations » les bénéfiques et la vie facile qu'elles occasionnaient gagnaient de proche en proche les cadres supérieurs de l'administration et du parti. Car en fait, « l'égoïsme » était loin d'être limité aux entreprises, mais s'étendait aux coopératives, aux « organisations démocratiques », aux villes et plus loin aux gouvernements des pays. Il n'était pas rare de voir les coopératives disputant à l'Union d'Entr'aide Paysanne ou à une municipalité, une usine qui venait d'être expropriée et qui aurait arrondi le domaine respectif. D'autres fois on assistait à de vraies guerres froides entre gouvernements des Länder. Ainsi le Saxe-Anhalt fut pendant quelque temps exploité par ses voisins qui se firent livrer du charbon, des matières premières textiles, des produits chimiques mais ne fournirent rien en échange. Serait-ce parce que le Saxe-Anhalt était le seul pays à avoir un président du Conseil Libéral Démocrate ? Mais entre gouvernements pleinement dirigés par le S.E.D. les procédés étaient pareils : au printemps 1947 la Thuringe avait envoyé en Saxe des fils à tisser, cette dernière pourtant, au lieu de les lui retourner sous forme d'étoffe livra le produit fabriqué au titre des réparations et sauva ainsi des prélèvements russes son propre avoir. En échange la Thuringe s'arrangea par la suite pour différer ses livraisons à la taxe prélevée dans le cadre des plans de 3 mois jusqu'à ce que le trimestre soit écoulé et que les livraisons deviennent caduques.

Pendant les années 1946 et 1947 les administrations centrales n'eurent aucune autorité auprès des gouvernements des pays dans leurs efforts de planification et de coordination et un vrai particularisme et égoïsme régional ayant comme cause la misère et le manque de perspectives se développait en zone russe.

Ainsi, moins d'un an après les nationalisations de 1946, la bourgeoisie, après avoir subi une grave défaite, était en passe de se venger. Loin de se limiter à la sphère qui lui était assignée, elle contournait les contraintes et surtout son esprit et ses méthodes gagnaient le camp de l'adversaire. L'individualisme et la recherche du profit prenaient le pas sur les sentiments collectivistes que l'on essayait d'imprimer. Une fois de plus il s'avérait que l'individualisme naît naturellement de la misère et que cette dernière se laisse mal planifier.

Le parti stalinien qui pensait pouvoir maîtriser la réalité

sociale à coup d'ordonnances et de mesures policières voyait l'échec — tout au moins partiel — de sa politique et notamment l'échec de sa tentative « d'utiliser » la bourgeoisie. Il est vrai, la carte du S.E.D. était devenue la clé de toute position sociale, mais la politique du parti stalinien contenait une contradiction fondamentale qui le condamnait à des travaux de Sysiphe : il créait des organes de type collectiviste, sous sa domination, comme les L.E.B. et les soutenait de toutes ses forces, mais en même temps il couvrait à 100 pour cent les prélèvements russes et contribuait ainsi à engendrer la misère qui amenait son cortège : « l'égoïsme d'entreprise », « l'égoïsme local » et en général l'individualisme de type bourgeois. Entre le printemps 1947 et le printemps 1948 le parti s'emploiera à surmonter cette contradiction, mais cela sera encore par des mesures administratives et policières.

#### *Réaction du parti stalinien.*

Le parti entreprit de front et avec beaucoup d'énergie d'amoinrir et de contrôler le secteur privé ; de concentrer et d'épurer le secteur nationalisé. Dès février 1947 les ministres de l'économie de chaque pays et les représentants des administrations centrales économiques de Berlin signèrent sous l'initiative du parti, un vrai traité suivant lequel les gouvernements des Länder s'engageaient à reconnaître l'autorité des administrations centrales en matière de planification et surtout de répartition. Sur la base de ce traité fut créé, en juin 1947, à Berlin la commission économique allemande, véritable embryon de gouvernement qui groupait les administrations centrales économiques. Son but était encore de repartir, de planifier et de contrôler. Mais faute de sanctions et faute de changements dans la situation économique, son succès fut nul et « égoïsmes » locaux et d'usine continuèrent à sévir.

Pendant la situation internationale empirait. Les mois qui suivirent l'échec de la conférence de Moscou de mars 1947 furent marqués par l'énoncé de la doctrine Truman et du plan Marshall d'un côté, par la création du Kominform de l'autre. Le fossé se creusait entre les deux blocs et il paraissait certain que pour l'étape suivante l'Allemagne orientale resterait dans le camp soviétique. Ceci contribua sans doute, ajouté aux causes intérieures, à provoquer la rupture de la trêve tacite conclue un an auparavant, après le vote des lois constituant les L.E.B. entre le régime stalinien et la bourgeoisie.

En effet dès juin 1947, les nationalisations reprennent les mines d'abord, qui sont expropriées sans indemnité et pour la première fois, sans que le prétexte de l'appartenance au parti nazi de l'ancien propriétaire fut invoqué. Les salles de cinéma du Mecklembourg et bientôt de l'ensemble de la zone ensuite. Le prétexte cette fois-ci fut que les propriétaires avaient présumé du temps de l'hitlérisme les actualités officielles. La vraie raison fut donnée à la diète de Schwerin, par le leader local du parti stalinien : « il ne faut, tout de même pas que soient nationalisées seulement les entreprises qui perdent de l'argent ». Enfin et surtout entre février et avril 1948, eut lieu toute une série d'expropriations très importantes. On découvrit brusquement d'anciens nazis dans des entrepreneurs qu'on avait jusque-là laissé travailler. Ou bien on trouva qu'ils avaient utilisé du travail forcé. Parfois il suffisait que le fils ou le frère aient été nazis. Lorsqu'on ne découvrirait absolument rien, un envoyé du parti stalinien se rendait à l'usine, rassemblait les ouvriers et demandait : « qui est-ce qui est pour que l'entreprise reste à l'exploiteur ? »

Bien entendu, personne ne se levait.

On aurait pu penser que le régime avait décidé la liquidation totale du capitalisme. Car dans la mesure même où les relations entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. se tendaient, le S.E.D. redécouvrait la lutte de classes, se proclamait par principe contre la bourgeoisie et parlait beaucoup moins des bienfaits du Bloc Démocratique, qui d'ailleurs avait un rôle de plus en plus secondaire. En réalité le S.E.D. voulait seulement un nouvel amoindrissement de la bourgeoisie et une nouvelle stabilisation sur une base plus favorable de ses rapports avec elle. Une liquidation totale de cette dernière, même dans l'état où elle se trouvait en 1947, ne pouvait s'effectuer d'un coup, sans graves perturbations économiques. Surtout si l'on voulait réaliser cette mesure par la seule vertu de l'appareil d'état sans la participation des masses ouvrières. Or de cela, il ne pouvait être question : les ouvriers, en majorité, haïssaient autant l'appareil d'état stalinien que leurs anciens maîtres capitalistes.

Les expropriations du printemps 1948, furent arrêtées brusquement le 4 avril par une déclaration solennelle et par une promesse formelle à la bourgeoisie suivant laquelle celle-ci pourrait dorénavant travailler en toute tranquillité. On proposait ainsi une nouvelle trêve aux capitalistes et en même temps le parti les invitait à nouveau à participer à la reconstruction dans l'industrie. En réalité on préparait déjà l'étape nouvelle, celle des plans. On avait besoin de stabilité et on pensait pou-

voir l'atteindre en amputant le secteur privé de quelques 25 pour cent et en agrandissant le domaine nationalisé d'autant. Parallèlement et en vue de la nouvelle étape également, on décida d'accorder des pouvoirs très importants à la commission économique. On lui donna notamment la tâche de régler et de comptabiliser les réparations. Automatiquement ceci mit entre ses mains le sort de la majorité de la production en même temps que la plus grosse partie du budget des Länder. Depuis, les efforts pour vaincre « l'égoïsme » des pays eurent un succès un peu plus marqué.

Peu après on annonçait la transformation des « entreprises privées du pays », en « entreprises propriété du peuple » (Volkseigene Betriebe : V.E.B.). Le S.E.D. fêta cette mesure comme un succès de la reconstruction démocratique du pays. On parla beaucoup du caractère inahénable de la propriété du peuple. On procéda à de nouvelles inscriptions dans le registre de commerce et sous la rubrique « propriétaire » on écrivit : « Le peuple allemand ». En réalité cette transformation des L.E.B. en V.E.B. eut aussi comme but de combattre le particularisme naissant des pays en soumettant les entreprises les plus importantes à l'autorité des administrations centrales.

Vers la fin de l'étape que nous envisageons, le secteur nationalisé comprenait environ 40 pour cent de la production industrielle tandis que le secteur privé ne représentait plus que 23 à 30 pour cent. Le particularisme des pays était en voie de résolution : le parti avait réussi à mettre au pas ses cadres régionaux. Mais le problème de l'égoïsme d'entreprise, des compensations, et de la rentabilité des V.E.B. était autrement complexe. De même celui du rôle néfaste pour les entreprises de type collectiviste que continuait malgré tout à jouer le secteur privé. L'élément décisif restait le fait que l'ensemble de l'économie continuait à être appauvri par les prélèvements au titre des réparations.

Il était naturel que parmi les ouvriers domine l'esprit de « débrouillage » individuel. Sur ce terrain également le parti avait tenté de réagir. Il constitua de nombreux comités ouvriers ou populaires qui avaient comme but d'inciter au travail les ouvriers, d'empêcher les affaires de compensation et de rendre les entreprises légalement rentables. Nous traiterons cette question au chapitre suivant. Mais d'ores et déjà nous pouvons dire que le S.E.D. échoua en grande partie. La conférence zonale des V.E.B. qui eut lieu vers le début juillet 1948 se déroula encore sous les mots d'ordre : « Il faut constituer des ré-

serve afin de ne plus vivre au jour le jour; il faut enfin finir avec l'égoïsme d'entreprise ».

A travers la lutte contre la bourgeoisie le parti était devenu non seulement le premier facteur politique du pays, mais encore un vrai facteur social. Le parti avait acquis des racines solides dans l'économie du pays. Il contenait dans ses cellules l'ensemble de la couche des dirigeants de l'économie et c'est bien dans ses organes que toute décision importante était prise. Non contrôlé par les ouvriers, il dirigeait en maître — avec ce qu'il devait des comptes à la S.M.A. — un secteur grandissant de l'économie. Les conditions objectives étaient ainsi données pour que les cadres économiques du parti acquièrent une vraie conscience de classe. Mais le parti n'avait pas réussi à résoudre les contradictions sociales et économiques du pays. Ennemi de la bourgeoisie par sa nature même il était amené à la combattre et à la restreindre par la logique du système bureaucratique-collectiviste qu'il avait créé. Mais en même temps de par ses origines et son allégeance le parti devait aider et justifier les prélèvements russes et ceci favorisait la renaissance continue de l'individualisme bourgeois qu'il s'efforçait de détruire. A travers ses cellules de base, forcément perméables à la vie de l'usine et entachées aussi d'« égoïsme d'entreprise », cette contradiction fondamentale pénétrait dans le sein même de l'organisation et constituait un élément essentiel de la crise où le parti se débattait. A travers les administrations des Länder « l'égoïsme » et l'individualisme avaient pu pendant une période pénétrer et influencer même les organes moyens et supérieurs du parti. Ainsi le règne stalinien sur la vie économique du pays n'était — pour une part — qu'apparent car la réalité vivante des classes sociales échappait à l'emprise du parti et par contre ce dernier ne pouvait empêcher ses organes de base d'en être pénétrés et influencés.

Par rapport à la bourgeoisie la politique du parti fut entachée de la même contradiction : il ne pouvait la laisser vivre et il ne pouvait la détruire non plus entièrement, ceci constituait encore un élément de désagrégation pour le secteur collectiviste de l'économie. Cette contradiction se refléta aussi, pour une part, dans l'organisation stalinienne car, comme nous l'avons vu, les éléments les plus habiles de la bourgeoisie adhèrent au S.E.D., davantage peut-être qu'aux partis bourgeois du bloc, rendus inefficaces.

A l'étape suivante la lutte du parti se poursuivra avec un peu plus de chances : le changement de la politique soviétique permettra une légère amélioration de la situation économique.

## LA CLASSE OUVRIERE SOUS LE REGIME STALINIEN

*Les ouvriers remettent en marche les usines.*

En mai 1945 la classe ouvrière de la zone soviétique était menacée de famine. Le premier problème était la remise en marche des usines et l'échange des produits industriels contre des produits agricoles. Les propriétaires des principales entreprises s'étant enfuis, les ouvriers se rassemblèrent spontanément à leurs usines et organisèrent le travail. Ils désignèrent des hommes de confiance (Vertauensleute) et par endroits des groupes d'ouvriers d'avant-garde se constituaient en conseils d'entreprise renouant ainsi, ne fût-ce que faiblement, avec la tradition de la révolution allemande de 1919. Une vie nouvelle paraissait surgir malgré le comportement de l'Armée Rouge. Les ouvriers remplaçaient les capitalistes : c'était le fait dominant dans la conscience des ouvriers d'avant-garde. La grande masse des travailleurs était mue par la volonté de subsister mais elle avait pris sans doute aussi conscience du processus qu'elle accomplissait, car non seulement les principales entreprises étaient restées sans maître, mais en général, la bourgeoisie était paralysée par la peur.

En même temps les organisations ouvrières traditionnelles renaissaient et notamment les groupes syndicaux d'entreprise. Ces derniers ne furent recréés qu'en petite partie spontanément : l'initiative venait le plus souvent du dehors. Mais les anciens militants ouvriers retrouvaient — trop peu à leur gré — le langage d'avant 1933 à travers lequel s'était toujours exprimée leur conscience de classe et leur volonté d'émancipation.

Les changements survenus à l'usine leur faisaient croire que leur idéal était en passe de s'accomplir. Ne leur avait-on pas toujours enseigné qu'il n'y a que deux termes possibles dans la lutte de classes : le prolétariat et la bourgeoisie ? N'y avait-il pas au pouvoir des hommes qu'ils avaient toujours considéré comme des camarades ? Et surtout beaucoup d'ouvriers communistes ne remplaçaient-ils pas les anciens patrons en devenant directeurs d'usine ou membres de la direction d'un Konzern officiel ?

Bien des éléments contribuaient durant les premiers mois de l'occupation à faire penser aux travailleurs d'avant-garde que les difficultés présentes ne sont que passagères et même que

L'idée mise en avant par les émigrés venus de Moscou est juste : le parti est la cristallisation des tendances de la classe ouvrière et il agit en son nom.

### *Regroupement dans les sommets staliniens.*

Cependant au sein du noyau de staliniens 100 pour cent le processus de pensée était différent. La volonté existait d'écartier la bourgeoisie, mais l'élément déterminant était bien de servir P.U.R.S.S. On pensait qu'en dernière analyse cela servirait aussi les ouvriers allemands, mais pour le moment leur allégeance au Kremlin forçait les dirigeants staliniens allemands à manœuvrer les classes sociales de leur pays et non pas à servir l'une d'elles. Tout leur passé les déterminait à n'avoir confiance que dans le parti ou plutôt dans l'appareil du parti.

Parallèlement au regroupement spontané et confus de la classe ouvrière un autre beaucoup plus précis s'accomplissait dans les sommets sous l'égide du parti. Dès le 15 juin se forma à Berlin un comité provisoire syndical. Celui-ci se déclare « convaincu d'exprimer la volonté de la classe ouvrière » et publie une profession de foi où les notions de droit des ouvriers, de reconnaissance à l'Armée Rouge, d'union de tous les Allemands démocrates et de reconstruction voisine. Mais l'élément essentiel restait le fait que le comité était placé entre les mains du staliniens 100 pour cent Jendretzky et de ses adjoints. En faisant bien partie également deux syndicalistes chrétiens, mais ceux-ci n'étaient plus dès le premier moment, maîtres de leurs mouvements. Leur présence correspondait simplement à la politique stalinienne d'utilisation de la bourgeoisie. Suivant le même procédé bureaucratique utilisé à Berlin, se formèrent aussi les comités provisoires syndicaux des Länder et des circonscriptions. Bientôt les formes d'organisations ouvrières apparues spontanément à la base, furent comme chapeautées par le cadre d'organisation syndicale stalinienne construite à partir des centres. Cependant la masse affluait dans les syndicats, le plus souvent pour des raisons d'opportunité, et elle noyait les éléments actifs et indépendants du début. En février 1946 eut lieu le premier congrès zonal de l'organisation. Celle-ci comptait déjà près de 3.000.000 de membres, mais la spontanéité et l'initiative du début avaient disparues.

### *Les ouvriers se détournent du régime stalinien et des intérêts publics.*

Quelques mois avaient suffi pour que la fiction qui voulait que le parti stalinien représente la classe ouvrière se dissipe. Le fait dominant restait les démontages, les répartitions et la misère qu'ils entraînaient. Devant cette réalité les tirades staliniennes sur la démocratisation de l'économie apparaissaient chaque jour plus déplacées.

Voyant que leur peine et leur volonté de reconstruction se dépensaient en vain, les ouvriers se détournèrent des intérêts publics et chacun essaya de se « débrouiller » pour soi. Jusqu'à 50 pour cent de la population des villes eut comme principale ressource le marché noir. Le vol prit des proportions extraordinaires et là où sept à huit mois auparavant bien des ouvriers travaillaient sans penser à se faire payer pour reconstruire leur entreprise, maintenant, dans certains cas on volait jusqu'aux cadres des fenêtres des usines pour les utiliser chez soi comme bois de chauffage. Les rapports des directions d'usines de cette époque se plaignent tous du mauvais moral au travail des ouvriers et certains ajoutent naïvement que « les ouvriers n'ont pas encore compris qu'ils peinent pour eux-mêmes ». Après s'être rencontrée un moment avec la position stalinienne sur la reconstruction, la classe ouvrière s'éloignait de plus en plus des nouveaux puissants.

### *D'anciens ouvriers révolutionnaires se transforment en bureaucrates.*

Par contre les ouvriers qui s'étaient intégrés aux organismes de direction et d'administration économique évoluaient rapidement et dans un sens opposé à celui de la masse des travailleurs. Au printemps 1946 près de 40 pour cent des directeurs et des directeurs techniques (Betriebsleiter) d'usines étaient d'anciens ingénieurs, commerçants ou directeurs. (Il est impossible d'avoir des chiffres exacts pour cette époque). Dans les conseils de direction des Konzerns ou dans les organismes d'administration économique ou sociale des Länder (ministères, commissions diverses, etc.), les anciens ouvriers staliniens étaient également nombreux. Bien des cadres syndicaux des groupes d'usine ou des « camarades de confiance » étaient devenus

chefs d'atelier, chefs d'équipe ou contremaîtres, car l'épuration du personnel de maîtrise ou technique avait laissé un véritable vide. Cette promotion d'éléments ouvriers aurait pu donner de bons résultats à condition que le maintien dans son nouveau poste de l'intéressé soit déterminé uniquement par sa compétence. Or l'élément décisif était la fidélité dont il faisait preuve à la ligne du parti et avant tout à l'U.R.S.S., car sa tâche était autant politique que technique.

En même temps ne pouvant donner l'indispensable à tous, le parti accordait le superflu — tout relatif d'ailleurs — à ses plus proches partisans. Dès le début, le système des colis, des primes, et de hauts salaires pour les fonctionnaires et les cadres techniques avait été mis en vigueur.

Souvent le favori du régime s'avérait incapable d'accomplir sa tâche. Mais pour ne pas perdre sa place, et les avantages qu'elle représentait, il flagornait d'autant mieux les chefs et proclamait avec frénésie sa foi stalinienne. Il y eut des cas où un élément nouvellement élevé à une dignité s'était rendu impossible par son incapacité. Mais, à l'étonnement de tous, on lui donnait un autre poste plus important encore. C'est qu'il s'était avéré un instrument docile. Dans d'autres cas, des ouvriers promus à des postes de direction se montraient capables et étaient aussi de tout cœur à côté des ouvriers. Mais bientôt ils s'apercevaient que toute critique et même que toute initiative importante leur était interdite. Et aussi que ce qu'on estimait en eux n'était pas autant leur efficacité que leur fidélité à la ligne. Ils avaient été entièrement d'accord avec le régime lorsqu'ils avaient acquis leur nouvelle situation. Mais inmanquablement à un moment donné ils s'étaient trouvés en contradiction avec leur conscience de militants ouvriers. Bien peu furent ceux qui eurent le courage de rompre alors, car, en dehors du milieu des dirigeants, les attendait la misère. Il y avait aussi à portée de chacun des cas d'arrestations significatifs. La plupart des nouveaux cadres — anciens ouvriers — prenaient alors le parti de se mentir à eux-mêmes ou de ne pas penser. Ce qui était d'autant plus facile qu'ils étaient tous surchargés de réunions, de voyages et de conférences. Le manque de temps, la fatigue physique d'un côté, la conscience d'être surveillés de l'autre empêchaient les échanges fructueux d'idées et d'expériences même dans les cercles intimes. Pour briser la solitude alors et s'intégrer au courant, l'ancien ouvrier — militant communiste cédait, acceptait et justifiait des actions et des situations qu'autrefois il aurait rejetées avec mépris. Il était déjà corrompu et en voie de devenir aussi un instrument docile.

En tout cas, malgré la volonté qu'il avait eue au début, le courant l'avait emporté, et il s'était éloigné de sa classe jusqu'à en devenir étranger. De là à l'idée courante au sein de la couche de dirigeants staliniens de l'économie qui prétendait que la classe ouvrière est veule et inconsciente et qu'il faut lui désigner son but et l'y mener de force, il n'y avait qu'un pas. Il était d'autant plus facile de franchir ce pas qu'à cette époque à cause des 12 ans d'hitlérisme et de l'éloignement de ses chefs, la classe ouvrière représentait effectivement une masse sans volonté politique et abandonnant les affaires publiques aux mains des dirigeants. Dès lors, l'ancien ouvrier révolutionnaire prenait conscience du fait qu'il n'est plus un ouvrier mais qu'il est lui aussi un « dirigeant » et peu après il arrivait à justifier théoriquement et à glorifier son nouvel état. Le militant ouvrier communiste était devenu un bureaucrate en passe d'acquiescer un esprit de caste supérieure. Ce processus qui en U.R.S.S. avait duré 7 à 8 années s'accomplit en zone soviétique en quelques mois ou un an : il n'y avait pas eu de révolution d'octobre en zone russe mais au contraire, tout avait été dès le début imprégné par l'esprit bureaucratique.

#### *L'espoir du parti se porte sur les Conseils d'entreprise.*

Au printemps 1946 ce processus était déjà net et les ouvriers en avaient pleinement conscience. Pour la plupart d'entre eux, leurs anciens camarades « s'étaient laissés acheter » et « avaient trahi ». Le moral au travail était désastreux et l'absentéisme à l'usine atteignait jusqu'à 30 pour cent, chez les femmes notamment.

Pourtant le parti ne pouvait se résigner à être isolé de la classe ouvrière. Il ne pouvait accepter non plus que celle-ci considère les affaires publiques comme n'étant pas siennes et surtout qu'elle ait une attitude négative envers les problèmes de production.

Pendant toute une période l'espoir et l'attention du parti seront portés vers les Conseils d'Entreprise (Betriebsräte). Un an après la défaite il existait des Betriebsräte dans la plupart des entreprises importantes. Ils avaient été créés bureaucratiquement au fur et à mesure de la renaissance du mouvement syndical. Ils étaient considérés au début comme organes du groupe syndical et ne jouaient pas de rôle important. En avril 1946 le Conseil de contrôle interallié demanda par décret la généralisation des Betriebsräte et précisa en même temps de

manière sommaire leur rôle : ils auront un droit de co-décision dans toutes les questions de production et d'administration intérieure de l'usine ; ils travailleront en accord avec les syndicats. En juin-juillet 1946, 44.000 entreprises de la zone soviétique devaient élire leurs conseils. Une campagne très importante fut menée par le S.E.D. sur le thème de la démocratisation en marche des usines. Parallèlement le parti généralisait un système déjà existant : il créait dans chaque entreprise de multiples commissions : de cantine, de loisirs, de presse, de dénazification, de jeunes, etc. Le but était de donner aux ouvriers l'illusion qu'ils peuvent décider du sort des produits de leur travail. Le parti espérait ainsi réveiller l'ardeur pour la reconstruction des premiers mois, mettre un frein aux affaires de compensations et rendre rentables les entreprises nationalisées. Il espérait en même temps briser son propre isolement.

Une fois de plus le parti stalinien tendait à emprisonner la réalité sociale dans une fiction créée de toutes pièces. Les ouvriers mettaient de la mauvaise volonté à produire des biens qui s'en allaient en U.R.S.S. Ils étaient hostiles au parti qui couvrait les réparations ? On tâchera de les convaincre par la propagande que tout cela est juste. On étouffera en même temps toute opinion contraire. Par un tour de passe-passe on fera élire aux ouvriers des représentants staliens dans les Conseils d'Entreprise. Ceux-ci mèneront la politique du parti tout en se réclamant des ouvriers. Suivant leurs principes de confiance dans l'appareil et les cadres et leur habitude de mépriser la masse, les dirigeants staliens étaient prêts à penser qu'en « tenant » les représentants des ouvriers, ils pourront influencer et « tenir » ces derniers également.

La réalité ne tardera pas à se montrer peu flexible aux manœuvres du parti.

*Les Conseils se départagent suivant la ligne de rupture : parti stalinien, masse ouvrière.*

Les élections pour les Conseils d'Entreprise se déroulèrent sans surprise. Rendus sceptiques envers tout, les ouvriers approuvaient, en général sans discussion, la liste des candidats qui leur était proposée par le comité syndical d'usine après avoir été composée par les chefs de la cellule stalinienne avec approbation des dirigeants locaux du parti.

Une fois élus, les Betriebsräte devaient appliquer le pro-

gramme de production sur lequel ils s'étaient présentés. On s'aperçut alors très vite que la plupart des cellules d'usine avaient été obligées de recourir à des éléments peu sûrs pour compléter les listes. Trop peu liées à la masse elles ne disposaient pas suffisamment de cadres pour contrôler réellement le conseil. Bien des éléments, en réalité apolitiques, quoique formellement membres du S.E.D. avaient été présentés, ou bien des anciens communistes qui se sentaient plus proches des ouvriers que des dirigeants bureaucratiques.

Seulement dans peu de cas le Betriebsrat essaya d'appliquer la politique de « travailler d'abord » que le parti appliquait notamment dans les V.E.B. et les S.A.G. ; mais alors le Betriebsrat se transformait presque automatiquement en auxiliaire de la cellule et même de la police. Les ouvriers ne prêtaient pas attention aux harangues sur la production du Betriebsrat. Celui-ci était alors obligé d'introduire le travail aux pièces, de renforcer la discipline et parfois de faire fouiller les ouvriers à la porte de l'usine pour découvrir les « saboteurs et les voleurs ». Bien entendu, dans ce cas, le Betriebsrat n'avait plus rien de commun avec les ouvriers ; il avait échoué dans la mission de lier les ouvriers à la couche bureaucratique naissante et s'était placé délibérément dans le camp de cette dernière.

Le plus souvent le Betriebsrat était composé d'ouvriers qui restaient proches des soucis de leurs camarades de travail. Ceci apparut assez clairement au mois de novembre 1946, lorsque les Betriebsräte firent leur premier rapport d'activité trimestriel. La plupart se plaignirent de la mauvaise nourriture des ouvriers et déclarèrent que dans ces conditions la production ne pourrait être augmentée. Il y eut des cas où le Betriebsrat repoussa des résolutions formulant cette exigence, adoptées par le Comité syndical ou la cellule S.E.D. Le résultat fut que dorénavant on donna une bien moins grande publicité aux débats trimestriels et que par la suite ceux-ci ne furent pratiquement plus tirés.

Fin 1946, les syndicats procédèrent à une enquête dans cent Betriebsräte des entreprises nationalisées. Seulement 16 avaient calculé le prix de revient de la production et s'étaient posé le problème de l'équilibre budgétaire de l'entreprise. Le souci des Conseils était ailleurs : procurer à manger au personnel. Mais ceci n'était possible qu'illégalement ou par des relations personnelles et le Conseil rentrait alors inévitablement en conflit avec le parti et parfois avec la cellule stalinienne de l'usine et la direction. Il arrivait que le Betriebsrat accordât deux jours de congé hebdomadaire aux ouvriers pour que ceux-ci puissent aller à la campagne se ravitailler : la direction venait

annuler la mesure. Le plus souvent le Betriebsrat vendait au marché noir ou « compensait » une partie de la production contre des vivres. Il arrivait que la cellule menaçât alors d'arrestation le Betriebsrat. Il naissait souvent une vraie inimitié entre ces deux organes. Ce fait est avoué par le bulletin intérieur du S.E.D. de Berlin, « Wille und Wey », de février 1947. Un an après leur création officielle il était certain que les Betriebsräte des entreprises nationalisées avaient échappé au parti. Non seulement, ils n'avaient pas réussi à colmater la rupture qui existait entre ouvriers et bureaucrates mais les Conseils d'Entreprise s'étaient départagés eux-mêmes suivant cette ligne de rupture.

#### *Betriebsrat, cellule stalinienne et direction d'entreprise.*

En schématisant on peut affirmer qu'au sein de l'entreprise nationalisée le Betriebsrat représentait les ouvriers; la cellule stalinienne les intérêts du Kremlin, l'ordre établi et les intérêts généraux de la caste naissante tandis que la direction était en proie le plus souvent à « l'égoïsme d'entreprise ». En général, le Comité syndical se trouvait sous l'influence de la cellule.

L'hostilité des ouvriers envers les bureaucrates s'exprimait rarement à travers des formes de lutte évoluées : il n'y eut en tout que trois — quatre grèves pour une meilleure nourriture, vite réprimées. Le Betriebsrat représentait non seulement les ouvriers mais aussi leur situation sans issue, leur manque de perspectives et leur manque d'espoir dans les destinées de leur classe. A aucun moment, il n'y eut de tentative sérieuse d'unir la classe ouvrière contre la bureaucratie. Elle restait émiettée et s'efforçait simplement de vivre.

Au sein de chaque usine pourtant les ouvriers réussissaient parfois à influencer non seulement le Betriebsrat mais comme nous l'avons vu aussi bien la cellule et la direction. Tous trois s'entendaient pour couvrir les affaires non officielles. Le dépit du parti était grand dans ces cas. Ce sentiment est exprimé par exemple dans la revue théorique des syndicats « Arbeit » de septembre 1947 qui écrit : « Les Betriebsräte, les groupes d'entreprise syndicaux ou politiques ont tendance à se trouver sous la pression et à la traîne des parties non politisées et mécontentes du personnel ». Mais le plus souvent, le parti ne donnait pas de publicité à ses sentiments et parfois son dépit se traduisait par des arrestations.

Entre direction et cellule il y avait également des situations tendues. Les membres de la direction faisaient partie de la cel-

lule, mais en général ne venaient pas aux réunions. Aux prises avec les difficultés redoutables ils se heurtaient aux exigences du parti représenté en l'occurrence par le secrétaire du groupe S.E.D. Ne pouvant s'y opposer ouvertement ils feignaient ignorer la cellule. Mais dans leur attitude, à côté de l'hostilité, une nuance de mépris ne manquait pas. Les actuels directeurs — anciens ouvriers révolutionnaires avaient franchi un nouveau pas vers l'acquisition d'une conscience de caste. Pris dans l'engrenage de leurs préoccupations de direction ils se sentaient supérieurs non seulement à la masse des travailleurs, mais aussi à leurs anciens camarades de parti restés ouvriers qui vivaient comme avant, au jour le jour et étaient absorbés par les problèmes de leur existence.

Souvent, il y avait union personnelle entre la direction de l'entreprise et celle de la cellule. Ceci correspondait au manque de cadres moyens du parti et avait presque toujours comme conséquence de subordonner la cellule à la direction. Le parti réagissait alors, remettait la direction effective aux mains d'éléments sûrs au risque même de laisser périliter la production, mais la situation restait toujours très mouvante.

Le parti stalinien était donc loin de maîtriser la situation intérieure des « Entreprises-Propriété du Peuple ». Il y avait d'une part les ouvriers émiettés, hostiles et recourant aux solutions individuelles, de l'autre le groupe bureaucratique de direction, uni par le souci de production dont il était le seul à se charger, mais tiraillé entre le besoin de ne pas s'éloigner des ouvriers et celui de suivre la ligne du parti. L'ancien esprit individualiste du capitalisme était représenté également par la nécessité où se trouvait le groupe bureaucratique de recourir aux compensations. La corruption et le désir d'enrichissement ne manquaient pas non plus et s'étendait jusqu'aux membres du Conseil d'Entreprise.

Hugo BELL.